

Une partie des Balkans dans la presse française : différentes approches, sporadiques et sélectives

Dusan BABIC

*Journaliste,
expert médiatique et analyste
à l'Institut Media Plan*

Le premier de ces titres – « une partie des Balkans dans la presse française » – se rapporte aux trois États centraux de l'ex-Yougoslavie : la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie ou plutôt, depuis peu, l'État de Serbie-Monténégro. Pourquoi avoir choisi comme sujet d'étude précisément ces trois pays ? Parce que la Croatie et la Bosnie-Herzégovine ont fait partie du même État – la Croatie pendant soixante-dix ans, la B-H pendant plus d'un siècle ; parce que la désintégration de cet État a eu pour chacun d'entre eux des conséquences tragiques, qu'ils l'aient ou non souhaitée ; et parce que la stabilisation de la paix dans cette partie de l'Europe ne saurait même être imaginée tant que les relations entre les hommes, les peuples et les régimes en place dans ces trois États n'auront pas été rétablies et améliorées. C'est précisément dans cette optique que l'opinion publique et la majorité des forces politiques occidentales situent le passé, et l'avenir surtout, de cette région, et il semble logique que cette approche soit celle aussi de la plupart des médias. En particulier des médias français, qui ont suivi très attentivement les conflits en ex-Yougoslavie et surtout le destin tragique de la Bosnie. Le but était donc, dans un espace de temps relativement court (juin-décembre 2002), de nous rendre compte de ce qu'avait été l'approche de certains des journaux français les plus importants par rapport à la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Yougoslavie (Serbie-Monténégro) et jusqu'à quel point ils

avaient réussi à saisir l'interrelation entre ces pays dans la genèse des plus récents événements et développements politiques et socio-économiques dans la région.

Notre tâche a consisté à étudier de juin à décembre 2002 l'ensemble des exemplaires des trois principaux quotidiens français : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, ainsi que de l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, et à procéder à un suivi de leurs contenus. Nos conclusions sont basées sur l'analyse des différents textes. Ceux-ci sont dans l'ensemble l'expression d'une perception instantanée des thèmes et des événements et non le reflet de l'ensemble de la politique éditoriale des journaux.

Bien que ce texte doive être publié dans une revue française spécialisée, il sera sans doute lu par un large groupe de personnes, avant tout des professionnels et pas uniquement par des Français, ou même des Européens. Il y aura aussi parmi eux un grand nombre de journalistes de la région. Il aura donc fallu expliquer certains phénomènes et tendances bien connues des milieux médiatiques français. Tant mieux si cela pouvait permettre aux lecteurs de se faire une meilleure idée de la façon dont certains médias français couvrent les événements se déroulant dans cette région du sud-est de l'Europe.

Ce texte n'aurait pu voir le jour sans la collaboration amicale de notre partenaire, l'École supérieure de journalisme de Lille, et surtout de son Centre de documentation. Il faudrait également saluer ici l'esprit d'initiative et le soutien de Marc Capelle de l'Ambassade de France à Sarajevo, également membre de la rédaction de la revue *Les Cahiers du journalisme*. Tout aussi précieux ont été l'aide du Centre culturel français *André Malraux* et les conseils de Faik Dizdarevic¹ au cours des travaux de préparation.

Une approche sélective

La première impression sur la façon dont sont couverts et traités les thèmes en provenance de ces trois États centraux issus de l'ex-Yougoslavie serait, sous forme de conclusion : *rarement, succinctement* et sous différentes approches, ce qui n'est pas étonnant vu la physionomie, le profil et l'orientation des rédactions de ces trois journaux. Au risque d'être accusé de réductionnisme ou de stéréotype, l'on peut dire que *Le Monde* est un journal libéral, que *Le Figaro* est plus conservateur (bien que son propriétaire s'en défende), et que *Libération* est traditionnellement plus à gauche, plus proche du parti socialiste français.

Au cours des six derniers mois, les thèmes dominants ont été le Tribunal de la Haye pour l'ex-Yougoslavie et le procès de Milosevic, les élections en Serbie et les troubles post-électorales à Belgrade se plaçant en seconde place. La Bosnie a aussi été mentionnée au lendemain des dernières élections, tenues au mois d'octobre dernier. *Libération* a par ailleurs publié une série de six articles consacrés aux musulmans des différents pays, dont deux aux musulmans de B-H. Les informations en provenance du Monténégro ont été également très rares, une fois à l'occasion des élections, une autre fois en rapport avec le trafic des cigarettes. Quant à la Serbie, il a été question de la criminalité et de la corruption, de la mafia de Surcin (dans *Libération*), des changements au sein de l'état-major de l'Armée yougoslave (le remplacement du général Pavkovic). Il est intéressant de noter qu'il n'y a pratiquement eu aucune nouvelle sur la Croatie. Seul *Le Monde* a publié une information sur le témoignage de son président Stipe Mesic au procès de Milosevic, une autre aussi sur le refus du gouvernement croate de remettre le général Bobetko au Tribunal de La Haye. *Le Figaro* et *Le Nouvel Observateur* ont dans l'ensemble publié des informations sur le tourisme en Croatie.

Pendant les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, l'ensemble des médias français regorgeait d'articles justifiant l'intervention en tant que « *châtiment équitable de la violation des droits de l'homme et du génocide* », mais aussi en raison de la participation des troupes françaises. Les intellectuels Alain Finkielkraut et Bernard-Henry Lévy comptaient parmi les plus farouches partisans de l'intervention de l'OTAN. D'un autre côté, les quelques voix isolées qui, en dépit des crimes flagrants perpétrés par Milosevic, évoquaient la crise au Kosovo comme un problème plus complexe et propre à cette partie de l'Europe (Régis Debray, Max Gallo et Jean-Pierre Chevènement ont été qualifiés « *d'ennemis collaborationnistes* », surtout par les stations de radio). Frano Cetinic, journaliste et publiciste qui travaille et vit à Paris, décrit de la manière suivante l'approche actuelle de la presse française – stérile et sélective – par rapport aux thèmes liés au Kosovo : « *Puis ce fut le désenchantement ! Au Kosovo, la réalité a été mise à jour, une réalité qui ne correspondait pas, ni de près ni de loin, à la propagande de l'OTAN. Et donc pas un mot sur l'exode des Serbes, sur la sauvagerie de l'UCK², sur la liquidation de nombreux Albanais qui n'étaient pas sur la même longueur d'onde que Tacis³ et compagnie. C'est pourquoi aujourd'hui, c'est à la loupe qu'il faut essayer de trouver des informations sur le Kosovo. Ou elles sont extrêmement rares et imprécises, mentionnées surtout dans le contexte des énormes dossiers sur les filières est-européennes de la prostitution, de la traite illégale des individus, du trafic et de la distribution de drogue, d'armes, et ainsi de suite... Étant donné*

que personne n'a fait son *mea culpa* et encore moins Kouchner (ancien chef de la mission de l'ONU au Kosovo), qui continue à rendre "l'obscurantisme communiste" (dont il a d'ailleurs été le porte-drapeau en tant que leader des étudiants communistes de France) responsable du manque d'électricité, sans avoir un mot à dire sur un Kosovo démocratique et prospère... »

Si l'on en juge par ce qu'ont écrit les journaux français au cours des six derniers mois, le ton et l'ampleur des reportages en provenance du Kosovo n'ont pas vraiment changé depuis l'époque évoquée par notre collègue Cetinic. Disons enfin que ni la Slovénie ni la Macédoine n'ont été mentionnées au cours de notre période d'observation.

Le Monde attache une grande importance au courrier et aux tribunes de ses lecteurs. Néanmoins, le fait qu'il n'y ait aucun commentaire ou réaction aux nouvelles provenant de ces régions est en lui-même significatif. Ces tribunes des lecteurs sont aussi un sûr baromètre d'une opinion publique au profil décisif et précis, ce qui est d'ailleurs l'un des grands mérites de la presse française. On y publie des opinions divergentes et souvent diamétralement opposées, ce qui est le signe distinctif de toute société démocratique et aussi de la structure complexe et hétérogène de la presse française, et plus encore, de ses lecteurs. Tout aussi significatif est le fait qu'au cours des six derniers mois, la plupart des lettres critiquaient ouvertement la politique étrangère américaine, dans le contexte de la lutte contre le terrorisme mondial et d'une guerre éventuelle en Irak. Critiques tout à fait justifiées et bien-fondées de l'unilatéralisme américain.

Le réseau de correspondants est également un bon indicateur de l'intérêt que suscite une région spécifique. *Libération* a un correspondant permanent à Belgrade local, alors que *Le Monde* combine les titres de « correspondant » et « d'envoyé spécial ». Plus concrètement, Rémy Ourdan, dans un article en provenance de Sarajevo paru au mois d'octobre, est présenté comme « notre correspondant » et dans un autre article, adressé de Belgrade, comme « notre envoyé spécial ».

Faible domination des thèmes intérieurs

Voici, afin que l'on puisse se faire une idée plus précise du profil des grands journaux français les plus influents et de leur politique éditoriale, un bref aperçu des sujets en provenance de l'étranger traités au cours des six derniers mois. Ceci pour mieux comprendre quel est le traitement réservé, dans ce large éventail de thèmes, à ceux qui proviennent des Balkans.

La première place, naturellement, revient à la crise irakienne et l'unilatéralisme américain. Les critiques les plus virulentes à l'adresse de la politique étrangère américaine, ou pour mieux dire à l'ensemble de la politique américaine, ont paru dans *Le Monde*, puis dans *Libération*.

Un autre sujet important a été celui de l'élargissement de l'UE et ses implications économiques, sociales, politiques et autres. De nombreux textes ont été publiés à ce sujet par ces trois quotidiens, soulignant plus particulièrement le dilemme de l'admission de la Turquie, dans le contexte des résultats des récentes élections tenues dans ce pays, qui ont été remportées par les « islamistes modérés ». L'inquiétude suscitée par une éventuelle admission de la Turquie a été reflétée surtout dans *Libération*. Dans l'un des articles publiés à ce propos, la Turquie est qualifiée de « pays asiatique et musulman ».

Les tragiques événements qui se sont déroulés au théâtre Nord Ost à Moscou, ainsi que les attentats de Bali, sont restés pendant des jours à la une de ces trois quotidiens.

Le programme nucléaire très controversé de la Corée du Nord a occupé une place importante dans l'ensemble des reportages et articles, ainsi que l'élection de Lulu da Silva, leader issu de la classe ouvrière, au poste de nouveau président du Brésil. La situation politique en Côte d'Ivoire, particulièrement complexe, a également fait l'objet d'une très large couverture.

Parmi les thèmes intérieurs, la première place revient de toute évidence au projet de loi sur la sécurité du pays, lui aussi très contesté et présenté par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, indubitablement la personnalité médiatique n° 1.

Le projet de décentralisation de la France a lui aussi été débattu et largement commenté, avec des titres tapageurs tels que : « *Fin du jacobinisme* », ou « *Le jacobinisme à l'épreuve* », ou encore « *Retour du girondisme* », « *Une France girondiste* », et ainsi de suite..

Nous avons noté aussi de nombreux articles, et critiques, sur les inondations catastrophiques du printemps dernier, sur les réductions budgétaires radicales opérées dans le secteur de l'éducation et de la culture, la loi sur la pornographie, les manifestations de racisme, ainsi que sur le statut des communautés musulmanes en France, de plus en plus nombreuses.

Même à l'occasion d'un aperçu rudimentaire, on se rend compte que les thèmes intérieurs, nationaux, l'emportent généralement sur les thèmes en provenance de l'étranger – dans le cas du *Monde* surtout – et que les sujets « balkaniques », très présents pendant les périodes de crise et de conflits, ont tendance à être marginalisés.

Il est évident que les journalistes couvrant cette région sont de véritables professionnels, mais leurs médias semblent adopter toujours la bonne vieille méthode suivante : lorsque les événements au top se déplacent vers une autre région du monde, les journalistes suivent et les vieux articles restent inachevés. En fait, ils n'intéressent plus personne.

Le Monde : vision de la Croatie, de la Bosnie et de la Yougoslavie

Bien que *Le Monde* n'ait pas une longue tradition derrière lui, comme des journaux beaucoup plus anciens tels que le *Times* de Londres ou le *New York Times*, n'ayant vu le jour qu'après la libération de la France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il s'agit pourtant d'une sorte d'institution médiatique et culturelle d'importance planétaire, très influente, et très renommée. En fait, *Le Monde* n'a jamais eu un tirage vraiment impressionnant (environ 300 000 exemplaires). Ce n'est que récemment que ce journal est devenu, grâce à l'augmentation de son tirage, le premier quotidien national de France (près de 350 000 exemplaires), dépassant *Le Figaro* de quelque quinze mille exemplaires.

Le Monde a certaines caractéristiques spécifiques. Par exemple, il a longtemps été de règle que les articles ne soient pas accompagnés de photographies. La mise en page et les textes drus et touffus semblaient souvent trop sérieux et, pour beaucoup, rébarbatifs même.

Le Monde était réputé pour une autre singularité. Jusqu'à l'apparition de l'impression offset, au début des années 1970, la rédaction accordait une récompense à tout lecteur qui avait trouvé une faute de frappe !

Les avis sont partagés concernant la période où *Le Monde* aurait eu l'attitude la plus professionnelle et aurait été le plus réputé. Celle de son fondateur et directeur, Hubert Beuve-Méry, qui a géré ce journal pendant vingt-cinq ans (de 1944 à 1969), ou encore celle de Jacques Fauvet (1969-1982), ou d'André Fontaine (1985-1991) ? Mais c'est là surtout une affaire de goût, d'affinités et de sensibilité. Il est incontestable que *Le Monde* a été et est resté, de sa fondation jusqu'à nos jours, l'un des journaux les plus cités dans le monde, ce qui est le signe le plus sûr de la qualité d'un journal.

Avec de telles références médiatiques, on pouvait s'attendre à ce que « l'approche balkanique » de ce journal soit à la fois sérieuse et consistante.

En Croatie, les événements sont restés à l'ombre des procès de La Haye. Nous avons déjà mentionné le fait que la Croatie était celui des trois pays le moins représenté dans les trois quotidiens, et le magazine.

Si l'on laisse de côté les contributions relativement importantes et abondantes sur la participation de la Croatie au Championnat du monde de football du printemps dernier au Japon, les autres textes parus dans *Le Monde* se réfèrent avant tout au Tribunal de La Haye, ou plutôt au procès de Slobodan Milosevic, ancien président de la Serbie et de la Yougoslavie tronquée. Un article datant du mois d'octobre dernier évoque le témoignage de Stipe Mesic, président de la Croatie et fait également mention de certains antagonismes de la Croatie envers le Tribunal, au vu surtout des exigences d'extradition du général Bobetko. Un autre article, paru au mois de novembre, explique comment les Serbes de Croatie ont été politiquement manipulés par le régime de Milosevic.

Un article du correspondant du *Monde* à Sarajevo, daté du mois d'octobre, se rapporte tant à la Croatie qu'à la Serbie, toutes deux accusées par le procureur général, Carla Del Ponte, de cacher leurs criminels de guerre.

Telle serait d'une manière générale la teneur des articles parus dans *Le Monde* sur la Croatie, mais en rappelant que certains de ces textes concernent en fait les trois États. D'où certaines répétitions, inévitables.

La Bosnie-Herzégovine, dans l'ensemble, n'a été que modestement représentée dans *Le Monde* au cours des six derniers mois de l'année écoulée. Une place prédominante a été consacrée aux commentaires sur les élections de 2002. Un article a été publié au lendemain de ces élections, mettant en exergue la victoire des partis nationalistes : « *De nouveau au pouvoir, sept ans après la fin de la guerre* ». Cet article était accompagné d'une photo en gros plan de Haris Silajdzic (ministre des Affaires étrangères et Premier ministre au cours de la guerre). Il y est présenté comme ayant été alors « *le bras droit d'Izetbegovic* ».

Le Monde possède une rubrique régulière (« Le kiosque ») sorte de revue de la presse, c'est-à-dire ce qu'écrivent les autres. Dans un numéro du mois d'octobre, un article intitulé « *Les élections dans la presse bosniaque* » a été publié, avec un sous-titre impressionnant : « *La victoire des partis nationalistes est présentée comme un retour à la situation d'avant-guerre* ». Cet article cite trois journaux bosniaques : *Nezavisne novine*, *Oslobodjenje* et *Dnevni Avaz*⁴. Les deux premiers sont présentés comme des journaux indépendants, alors que *Dnevni Avaz* est décrit comme étant « *proche du SDA* » (Parti nationaliste bosniaque).

Le premier cité est *Nezavisne novine* : « *Dans l'actuelle conjoncture, l'avenir de la B-H est menacé par la misère, l'émigration et le retard économique.* »

Oslobodjenje se pose la question : « *Comment créer une ambiance post-électorale constructive après la victoire des partis nationalistes et dans le contexte d'une apathie générale des citoyens ?* »

Avaz rejette la thèse selon laquelle le retour des partis nationalistes serait aussi un retour dix années en arrière.

Intéressant est le fait que *Le Monde* n'a pas beaucoup parlé de l'affaire « Orao », la prétendue violation des résolutions de l'ONU sur l'embargo contre l'Irak par une fabrique d'armes de la Republika Srpska. Nous n'avons noté qu'un seul texte à ce sujet, paru à la fin du mois d'octobre dernier. Une plus large attention a été accordée à la fin du mandat des forces de police internationales des Nations-Unies, remplacées désormais par celles de l'UE.

Une place de choix a été réservée à un article du correspondant du *Monde* à Sarajevo et Belgrade (Rémy Ourdan), entièrement consacré à la création d'un Comité de la vérité sur Radovan Karadzic, fondé et dirigé par un historien de Belgrade, Kosta Cavoski. Ce texte mentionne le site web de R. Karadzic, ainsi que le Comité international de soutien à Slobodan Milosevic opérant en Serbie. L'auteur souligne que tous les membres de ces comités sont « *des ultranationalistes serbes* ». Cet article a été envoyé à la rédaction de Belgrade et l'on pourrait donc le classer parmi les textes en provenance de la Serbie-Monténégro, mais le sujet est étroitement lié à la réalité post-daytonienne en B-H, et c'est pour cela qu'il est inclus dans la partie consacrée à la Bosnie.

Une contribution datant de l'été dernier, écrite en partie par un auteur (Christophe Chatelot), en partie composée d'une compilation de reportages provenant des agences de presse AFP et Reuters, décrit l'opération menée à Celebic, près de Foca (sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine contrôlé par les autorités de la Republika Srpska) par les forces internationales (la SFOR) pour tenter d'arrêter R. Karadzic. Ce reportage évoque un double échec, faisant ainsi clairement allusion à une opération similaire conduite l'année dernière dans cette même localité, fin février.

Nous avons noté aussi un article du correspondant du *Monde* à Sarajevo sur les aveux de Biljana Plavsic, laquelle s'est reconnue coupable de crimes contre l'humanité. Dans le sous-titre « *la Dame de fer* », allusion parfaitement déplacée à l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher, on décrit les liens étroits qu'entretenaient Plavsic avec Arkan, chef des troupes paramilitaires serbes, les « Tigres ». Il y a aussi sa photographie et une signature : « *Ces crimes ont été commis par les forces des Serbes de Bosnie, leurs organes politiques et leurs dirigeants* ».

Deux autres textes se situent dans le domaine de la culture. L'un porte sur un projet de l'UNESCO (la reconstruction du vieux pont de Mostar), le second sur une exposition de photographies datant de la période de la guerre.

Bien que plutôt modestes d'un point de vue quantitatif, on ne saurait nier la diversité thématique des contributions en provenance de Bosnie.

Quant aux textes sur l'ex-Yougoslavie, on peut dire qu'il y en a eu surtout sur la Serbie, peu sur le Monténégro. Pourtant, comparée à la B—H et à la Croatie, on peut dire que la Serbie-Monténégro a été plus présente dans *Le Monde* au cours des six derniers mois. Les thèmes principaux, naturellement, étant le fiasco des élections présidentielles et le conflit permanent opposant Vojislav Kostunica, président de la Yougoslavie et Zoran Djindjic, Premier ministre du gouvernement serbe. Une analyse a par ailleurs paru au début du mois d'octobre de l'année dernière sur les tentatives pour relancer l'économie du pays, dans le contexte d'une situation politique encore très fragile.

Dans la rubrique traditionnelle : « Trois questions à... », celles-ci ont été posées dans le cas précis au président Kostunica et nous prenons la liberté de paraphraser l'une d'entre elles : en quoi son programme de réforme économique se différencie-t-il de celui de son rival Miroljub Labus ? Kostunica a répondu qu'une privatisation imposée par décret, telle que la préconise Labus – par ailleurs le poulain de Djindjic – était pour lui inacceptable.

Prié d'expliquer pourquoi on l'accusait d'être nationaliste, sa réponse – de nouveau paraphrasée – a été qu'il n'était pas plus nationaliste que ses collègues européens du centre droit, et que de toute façon, il représentait une alternative aux ultranationalistes tels que Vojislav Seselj, et même Djindjic, bien que certains cercles politiques occidentaux ne considèrent pas ce dernier comme étant nationaliste.

Plusieurs textes portaient sur le procès de Milosevic à La Haye et les réactions en Serbie.

Comparé au *Figaro* et à *Libération*, *Le Monde* couvre le procès de La Haye de manière plus exhaustive et diversifiée. Dans un article paru au cours du printemps dernier, *Le Monde* critique le Tribunal, établissant un parallèle avec le procès de Nuremberg et soulignant la lenteur du processus judiciaire. L'article cite Richard Dicker, directeur du Programme international *Human Rights Watch*, qui accuse le président de la Cour d'être trop inflexible et le Procureur général, Carla del Ponte, de se plaindre en permanence des insurmontables préjugés qui freinent l'accusation. Et l'on pense ici précisément à la presse. C'est ainsi que l'on cite, en entrefilet, William Walker, ancien chef de la mission internationale chargée de contrôler le respect du cessez-le-feu au Kosovo (1998-99), qui avait accusé la presse française d'avoir contesté la véracité du massacre perpétré à Racak. Il s'agit d'ailleurs du même Walker qui, au cours des années 1980, avait été impliqué dans le massacre de l'évêque Robert et de sept jésuites au Salvador pour ensuite accuser de ce crime

la guérilla de gauche. Plus tard, lorsque la Commission du Congrès avait mené une enquête sur cette affaire, Walker avait promis de « *ne plus jamais mentir* ». Dans le texte en question, *Le Monde* ne fait aucun mention de l'épisode du Salvador.

À la fin du mois de novembre, un article a rappelé les liens entre Belgrade et Bagdad en 1999, dans le contexte de l'aide et de l'expertise militaires accordées au régime irakien.

Le Monde a publié à l'automne dernier un texte élogieux sur Bozidar Djelic, ministre des Finances du gouvernement serbe, dont on dit qu'il est prêt à écouter les opinions des autres, et qu'il parle français.

Au cours de la période observée, ce journal n'a publié qu'un seul texte directement lié à la scène politique monténégrine, mais écrit par son correspondant à Sarajevo. Cet article évoque la consolidation du pouvoir de Milo Djukanovic après les élections du 20 octobre 2002. Avec en sous-titre une déclaration de Djukanovic lui-même, qui affirme que cette victoire électorale ouvre au Monténégro les portes de l'Europe.

Dans un numéro du mois de décembre, on donne un aperçu des articles parus dans la presse serbe à l'occasion des élections présidentielles. On cite tout d'abord le journal *Danas* et ses pronostics pessimistes, qui semblent déjà confirmés, à savoir que même après le troisième tour, la Serbie restera sans président. Selon *Politika*, si on s'attendait à ce que les élections permettent de limiter les conflits, c'est en fait l'inverse qui s'est passé. Cet échec électoral risque d'envenimer encore le climat politique et social dans le pays. *Blic* estime que Djindjic et le DSS ont les mains liées alors que selon *Glas javnosti*, tous les partis censés soutenir Kostunica n'étaient en fait pas prêts à voter contre le gouvernement.

Le Figaro : pour une couverture équilibrée

Depuis peu, le tirage du *Figaro* a été dépassé par celui du *Monde*. Il s'agit pourtant toujours de l'un des quotidiens les plus influents. *Le Figaro* fait partie de la société Socpress, dont le groupe Dassault possède depuis peu 30% des parts. Serge Dassault, homme fort de cette société, a fait récemment une déclaration intéressante : « *Je ne dirai pas que Le Figaro est trop à gauche, mais il n'expose pas suffisamment la réalité économique du pays et ce que sont les véritables thèmes.* » Dassault avait constaté auparavant que l'esprit de ses journalistes étaient toujours tourné vers le système socialiste ! Du déjà vu...

Par rapport au *Monde*, *Le Figaro* a, dans l'ensemble, moins évoqué les États centraux de l'ex-Yougoslavie, tout en développant pourtant

certaines sujets de manière plus élaborée. Par exemple, à propos des dilemmes sur la création d'une Cour internationale de justice permanente, on établit, de manière assez subtile, un parallèle avec le Tribunal de La Haye pour l'ex-Yougoslavie.

Ce journal a très peu et très rarement parlé de la Croatie, ou évoqué des thèmes y étant directement liés. Un article a pourtant paru début juillet dans la rubrique « Voyages », une sorte de guide touristique en fait, destiné à faire découvrir à ses lecteurs la beauté des îles Kornat, situées à proximité de Zadar. Un autre texte, paru fin août, décrit en détail l'état des réservations dans les hôtels et complexes touristiques.

Au milieu du mois d'octobre, ce journal a publié deux textes différents sur une même page. Le premier évoquait plus en détail le futur témoignage du président Mesic au procès de Milosevic, le second le refus des autorités officielles de Zagreb de livrer le général Bobetko.

Au milieu du mois d'octobre, *Le Figaro* a également publié un bref entretien avec Toni Piculo, ministre des Affaires intérieures de Croatie, alors en visite officielle à Paris. Le titre citait une déclaration du ministre sur la date éventuelle de l'admission de la Croatie à l'UE, qu'il situe dans environ cinq ans. Prié de commenter le refus de la Croatie de coopérer avec le Tribunal de la Haye, ou plus concrètement son refus de livrer le général Bobetko, Picula a répondu qu'ils avaient eu accès à toutes les archives et envoyé 10 000 documents au Tribunal, qu'ils avaient par ailleurs ouvert un Bureau à Zagreb en vue de faciliter la coopération avec le Tribunal, ajoutant que les quelques difficultés et lenteurs de procédure ne voulaient pas dire que la Croatie n'était pas prête à coopérer avec le Tribunal ou qu'elle s'y refusait. Bien au contraire. Le ministre a aussi été prié de commenter la victoire des partis nationalistes en B-H. Il a répondu que, pour le moment et politiquement parlant, c'était là une réalité, que cela nous plaise ou non : « *Même si nous sommes déçus par ce résultat, a poursuivi le ministre, nous ne pouvons occulter le fait que le modèle démocratique n'a toujours pas été consolidé dans cette région.* » Cette déclaration est significative, car elle implique que tel pourrait être également le cas en Croatie.

Pour ce qui est de la Bosnie, ce journal a fait début juillet un intéressant portrait de Danis Tanovic, auteur du film « No Man's Land ». Ses déclarations les plus importantes sont reproduites sous sa photographie, où il évoque les horreurs de la guerre telles qu'il les a vécues : « *Je n'oublierai jamais, mais on apprend à vivre avec.* » Tanovic révèle aussi qu'il a écrit ce scénario en deux semaines et tourné le film en 27 jours. Maintenant, dans son appartement parisien, il écrit le scénario d'un nouveau film qu'il pense réaliser au Maroc et déclare enfin : « *Je suis à la fois idéaliste et cynique, incompatible, non ?* »

Dans son supplément consacré aux programmes radio et TV datant de fin juillet, *Le Figaro* annonce la diffusion, sur France 5, d'un reportage de Nicolas Don, l'un des doyens des reporters de RFI, lequel a souvent séjourné en ex-Yougoslavie avant la guerre, ainsi qu'en Bosnie. Le message que livrent ceux qui ont participé à ce reportage, des jeunes surtout, se retrouve partout comme un fil d'Ariane : il faut continuer à vivre ensemble, malgré tout, malgré les crimes commis, malgré les tensions – il n'y a pas d'autre choix.

Un grand article sur la prostitution et la traite des femmes a paru au mois d'août sous le titre : « *Les Balkans, épice de la traite des femmes.* » On situe malheureusement ce centre en Bosnie, fait d'ailleurs incontestable.

Deux textes parus en l'espace de deux jours, au lendemain des élections du mois d'octobre, décrivent et commentent la victoire des nationalistes. Signés par Isabelle Lasserre, mais sans que l'on sache si elle est « correspondante » ou « envoyée spéciale ». Dans la première de ces contributions, on trouve en sous-titre une déclaration d'Igor Gajic, rédacteur de la revue *Reporter* à Banja Luka : « *Les Occidentaux, au lieu d'agir contre les nationalistes, ont préféré collaborer avec eux.* »

Le deuxième article est lui aussi significatif, le sous-titre soulignant que les résultats électoraux sont une illustration des erreurs des accords de Dayton « *qui ont institué un gouvernement central faible* ». On cite également dans ce texte Marc Wheeler, de l'*International Crisis Group* (ICG), selon lequel si la guerre a cessé sur les champs de bataille, elle n'a jamais cessé sur le plan politique, car il n'y a pas eu de réconciliation nationale. Il ne faut donc pas s'étonner que les nationalistes soient toujours là.

Le dernier des articles portant sur la Bosnie a été publié fin novembre et évoquait la violation de l'embargo sur la livraison d'armes à l'Irak. Notion un peu élargie dans le titre : « *Violation, par les Balkans, de l'embargo sur la vente d'armes à Bagdad* », le sous-titre, imprimé en petites lettres, est plus précis : « *La Serbie et la Republika Srpska sont nommément accusées par les États-Unis.* »

Comparée à la Croatie et à la B-H, la Serbie a été l'objet d'une plus large couverture dans *Le Figaro* au cours de la période en question. Il est intéressant de noter qu'il n'y a eu aucune article sur le Monténégro, mais plusieurs articles sur le Kosovo.

La première des contributions publiées au cours de la première décennie du mois de juin évoquait l'assassinat de l'ancien chef de police de Milosevic, le général Bosko Buha. L'auteur de ce texte a surtout mis l'accent sur les spéculations concernant les motifs de ce meurtre : feu

Buha aurait pu être un témoin gênant pour les structures au pouvoir ; il avait l'intention de discréditer certains des actuels dirigeants ; ou il se serait même trop rapproché des nouveaux pouvoirs. Un ancien fonctionnaire a déclaré que cette affaire prouvait à quel point les choses avaient peu changé en Serbie depuis la chute de Milosevic, en octobre 2000. On trouve, à la fin de cet article, une déclaration de Goran Svilanovic, ministre des Affaires étrangères, qui affirme que la criminalité organisée constitue toujours une menace pour le pays.

Deux jours plus tard, ce même journal a publié un long article sur Bozidar Djelic, ministre des Finances serbe, écrit par ce même auteur (Isabelle Lasserre) sous le titre : « *Sur une piste de bobsleigh* », avec certains extraits particulièrement frappants de son interview. On explique en sous-titre que sa femme et ses enfants sont restés à Paris pendant que lui tente d'aider son pays, ruiné par dix années de guerre. Cette interview est accompagnée d'une photographie du ministre en gros plan et d'un entrefilet reproduisant l'une de ses déclarations, à savoir que la reconstruction de la Serbie est en bonne voie. Dans l'angle inférieur droit, on trouve une brève biographie (« Bio Express ») faisant mention de certaines dates parmi les plus importantes : c'est ainsi que l'on apprend qu'il est né à Belgrade (en 1965), qu'il a rejoint sa mère à Paris à l'âge de dix ans ; qu'en 1981 il était déjà directeur du programme de privatisation en Pologne et l'année suivante, conseiller du gouvernement russe chargé du processus de privatisation. Entre 1993 et 2000, il vit à Paris où il fait partie de la grande firme de consulting McKinsey dont il est à un certain moment l'un des directeurs. C'est en 2001 qu'il accède à ses actuelles fonctions. Au cours de sa dernière année chez McKinsey, il était en poste en Californie, dans la Silicon Valley. Son retour en France a coïncidé avec la chute de Milosevic et les changements politiques en Serbie. Djelic explique que pendant toute la période des turbulences politiques en Serbie, il entretenait des liens étroits avec l'opposition serbe et souligne tout particulièrement que la guerre au Kosovo, en 1999, l'avait profondément bouleversé : « *Le cinq octobre, jour de la victoire des démocrates, j'ai pleuré de joie.* »

Djelic souligne également que personne n'était prêt à se charger d'un portefeuille aussi important, dans un pays à l'économie dévastée et où le chaos politique faisait loi. Il savait qu'il se retrouverait sur une « piste de bobsleigh ». Pourtant, avec son équipe déjà bien rodée de jeunes formateurs, qu'il appelle les « *quatre mousquetaires* », en deux ans seulement il a réussi à réduire l'inflation de 40% à 16% et au cours de la première année de son mandat à assurer une croissance économique de 5,5%. Son ressort comprend avant tout le secteur de l'économie et des finances.

À la fin de cette interview, Djelic parle de sa difficile situation familiale, du fait qu'il doit vivre loin de sa femme, qui est sociologue, et surtout de ses deux petites filles de trois et six ans, qu'il arrive à peine à voir une fois par mois.

Si nous mentionnons ce texte, particulièrement positif, de façon plus détaillée, c'est précisément en tant qu'illustration de la politique éditoriale et de l'orientation de ce journal dans la couverture des Balkans (ou plus précisément de la Serbie) envers laquelle *Le Figaro*, semble-t-il, a toujours adopté une attitude à la fois positive et ambiguë, au sens métaphorique du terme. Et l'histoire d'un ministre représente pour les journalistes français une petite diversion, leur permettant d'échapper un peu à l'ordinaire des formes journalistiques habituelles.

Un article est paru fin juin, sous la plume également d'Isabelle Lasserre, présentée comme « notre envoyée spéciale », évoquant le conflit entre le président Kostunica et le général Pavkovic, dont le titre est prémonitoire : « *Crise ouverte entre la présidence et l'armée yougoslave* ». Une note, placée sous la photo du général Pavkovic, précise : « *L'OTAN faisait du départ de Nebojsa Pavkovic, nommé par Slobodan Milosevic en février 2000, la condition de l'intégration de la Yougoslavie au partenariat pour la paix.* »

La journaliste décrit Pavkovic comme un homme de l'ancien régime, protagoniste des guerres en Croatie et en Bosnie, commandant de la II^e armée, « dont les troupes ont été accusées par le Tribunal de La Haye d'avoir procédé à l'exécution de civils albanais au Kosovo en 1999. »

C'est au mois de juin que *Le Figaro* évoque à nouveau la Serbie. Il s'agit d'un texte imposant (huit colonnes sur une demi-page), toujours signé de la plume du même auteur, avec un titre tapageur : « *La Serbie orpheline de Milosevic* » et avec pour sous-titre : « *Yougoslavie : un an après le transfèrement de l'ancien homme fort de Belgrade au Tribunal pénal international de La Haye, ses partisans manifestent encore.* »

On souligne, dans l'introduction, que c'est sous la pression des Américains que les nouveaux pouvoirs de Belgrade ont décidé de remettre Milosevic au Tribunal de La Haye et ce, à « une date mythique pour la Serbie qui célèbre "Vidov dan", la défaite du roi Lazar contre les Ottomans au Kosovo, en 1389... ». Coïncidence ou pas, la journaliste ne dit pas « un jour mythique pour les Serbes », mais pour la Serbie...

« *Beaucoup trop de choses ont été prolongées de manière perverse par l'ancien régime* », a déclaré Borka Pavicevic, directrice du Centre pour la décontamination culturelle, laquelle – en raison de ses positions antinationalistes – a été classée par les médias en troisième place de la liste des personnes les plus impopulaires en Serbie.

L'auteur rapporte aussi les opinions selon lesquelles le transfert de Milosevic à La Haye n'a fait que renforcer les rangs des extrémistes serbes, ainsi que les réflexions d'une partie de l'actuelle opposition, qui estime que les choses n'ont pas beaucoup évolué au cours des dernières années. Le commentaire situé sous une ancienne photographie de Kostunica et Djindjic lors d'une rencontre en mai 2001 exprime au mieux à quel point la situation s'est envenimée : « *Depuis, les deux hommes ne se parlent plus et s'accusent mutuellement d'utiliser les mêmes méthodes que Milosevic.* »

Début juillet, ce même journal a publié un large texte de son envoyée spéciale, cette fois-ci en provenance du Kosovo, plus exactement de « Mitrovica », sans qu'elle précise qu'il s'agit en fait de Kosovska Mitrovica, sous le titre : « *Mitrovica reste le symbole d'un Kosovo divisé.* » Le sous-titre cite le général français De Kermabon : « *Tant que les Serbes de Mitrovica prendront leurs ordres à Belgrade, la situation ne pourra pas se normaliser.* » La journaliste qualifie par ailleurs la mission des troupes françaises de la KFOR de « mission impossible ». Elle rapporte la déclaration d'un Serbe, présenté comme « *membre du gang qui surveille le pont* », qui affirme qu'en cas de nécessité, ils pourraient « *mobiliser jusqu'à deux mille personnes en moins de cinq minutes* ». Ce pont sur la rivière Iba divise la partie nord de la ville – serbe – de la partie albanaise au sud et les forces de l'OTAN (de la KFOR) y ont installé un check-point il y a trois ans, à la fin des frappes aériennes contre la Yougoslavie, explique-t-on dans ce texte.

Les Albanais du Kosovo, ainsi que la Mission des Nations-Unies (UNMIK), s'efforcent de réunir à nouveau la ville, mais les Serbes de Kosovo n'ont confiance ni dans les uns ni dans l'autre. Le porte-parole de la Mission, Gyorgy Kabruk, lequel, à en juger par son nom, doit être d'origine albanaise, a déclaré textuellement : « *Avec le retour de la diaspora, Mitrovica sud est devenue trop petite pour eux. Il y a une explosion démographique côté albanais. Ils ont besoin de territoires.* »

Environ une semaine plus tard, *Le Figaro* a publié un article écrit par une de ses collaboratrices à Belgrade (Milica Cubrilo) intitulé : « *Première condamnation pour crime de guerre en Serbie.* » Il s'agit d'Ivan Nikolic, que le tribunal de Prokuplje, ville située au sud de la Serbie, a condamné à huit ans de prison pour le meurtre de deux civils albanais au Kosovo en 1999. Le texte rapporte aussi l'élaboration du jugement après l'énoncé de la sentence – sous une forme un peu paraphrasée – déclarant que la tâche de la cour n'avait pas été aisée dans une région située à la frontière même du Kosovo, peuplée par ailleurs de Serbes ayant fui le Kosovo pour échapper aux persécutions de l'UCK après les bombardements de 1999.

Cette même journaliste, présentée cette fois-ci comme « notre envoyée spéciale », a écrit un reportage sur la réunion au sommet, à Sarajevo, des présidents de Yougoslavie, Croatie et B-H, qui s'est tenue au milieu du mois de juillet de l'année dernière. Ce texte aurait pu tout aussi bien être classé parmi ceux liés à la Croatie ou surtout à la B-H, lieu de cette rencontre. Pourtant, vu l'auteur, la présentation du texte et surtout son contenu, nous l'avons intégré à ceux qui traitent de la Serbie et du Monténégro.

On y cite tout d'abord le président Mesic, qui avait déclaré à cette occasion que tous ceux qui rêvent encore d'une « grande Serbie » ou d'une « grande Croatie » aux dépens de la Bosnie, devaient aujourd'hui renoncer à leurs illusions. On signale par la suite qu'il s'agit de la première rencontre à ce niveau en dix ans, c'est-à-dire depuis le début de la guerre en Bosnie et ce, « dans la ville martyre de la guerre »... tout en rappelant néanmoins que « dans la déclaration commune, c'est le pragmatisme qui a prévalu, laissant peu de place à l'émotion. »

Cet article précise aussi que le sommet n'a pratiquement pas attiré l'attention des Sarajéviens, à la différence de la visite que Mesic avait faite à leur ville en avril 2002, lorsqu'au nom du peuple croate, il avait présenté ses excuses au peuple bosniaque. On souligne encore que seule une organisation islamiste a manifesté son mécontentement devant la présence à Sarajevo du président Kostunica, collant des affiches avec sa photographie prise au Kosovo pendant la guerre et qui le montre une kalachnikov à la main, avec un commentaire : « Après Srebrenica, qu'est-ce qui nous attend d'autre ? »

On trouve finalement une sorte de revue de la presse locale, avec une citation de Beriz Belkic, alors président de la Présidence tricéphale de B-H, déclarant qu'à ses yeux Kostunica n'est pas responsable car il n'était pas au pouvoir pendant la guerre, ajoutant qu'il s'attendait pourtant à ce que les nouvelles autorités yougoslaves aient la force de regarder la vérité en face et de s'excuser. Belkic a néanmoins exprimé un certain septicisme à cet égard car il estime qu'il faudra attendre encore longtemps avant de trouver un Willy Brandt yougoslave. Les autres articles publiés dans ce journal portaient sur les élections présidentielles de l'automne dernier en Serbie, et sur le procès de Milosevic à La Haye.

Libération : une approche thématique

Ceux qui connaissent bien la scène médiatique française, et la presse surtout, estiment que les heures de gloire de ce journal se situent autour des années 1970 et 1980, c'est-à-dire dans un passé déjà assez lointain.

D'ailleurs son tirage est constamment en baisse. Il tire actuellement à quelque 70 000 exemplaires. Les explications sont diverses et nombreuses...

On s'efforce d'améliorer les choses grâce à divers thèmes et reportages, le plus souvent sur la situation des personnes situées au bas de l'échelle sociale, sur les marginaux, les drogués, les émigrés, les réunions controversées, les sectes religieuses, les homosexuels, les lesbiennes, les travestis, sur la phénoménologie des diverses expressions et manifestations de la sous-culture...

Le graphisme et la présentation de *Libération*, plus particulièrement de la première page, rappellent parfois les tabloïds ou ce que l'on qualifie de presse de boulevard. La première page du numéro du 10 octobre de l'année dernière en a été une vivante illustration. Le thème choisi – la pornographie à la télévision – était correctement élaboré et de manière professionnelle, mais le graphisme des titres se situait à la limite du kitch et du mauvais goût.

Si l'on fait abstraction d'un reportage sur le match de qualification de football entre la Croatie et l'Italie, qui a eu lieu au mois de juin dernier, ainsi que d'un article sur l'animation informatique, le nom de la Croatie n'a pratiquement pas été mentionné dans *Libération*.

Quant à la B-H, elle a été relativement bien représentée dans ce journal au cours de la période observée. Les thèmes, il faut le reconnaître, étaient d'une certaine qualité, l'approche sérieuse, les sujets bien analysés, etc.,. Pourtant, à en juger par certaines des contributions et des thèmes publiés sous forme de feuilleton, on a l'impression qu'en Bosnie il y a uniquement des Bosniaques, c'est-à-dire uniquement des musulmans.

Dans un numéro paru début juillet, on trouve une interview de Javier Solana, Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité, qui déclare que la police de l'UE est prête, en Bosnie, à succéder à celle de la Mission des Nations-Unies.

On trouve par ailleurs mi-juillet un important article publié sur deux pages, en provenance de Prijedor, (ville située au nord-ouest de la Bosnie) signé par un envoyé spécial, Arnaud Vaulerin, sous le titre : « *En Bosnie, l'impunité au coin de la rue* », et avec pour sous-titre : « *A Prijedor, les criminels de guerre serbes restent libres* ». Ce texte est illustré d'une grande photo des prisonniers du camp de Trnopolje, présenté par ailleurs comme un camp « *qui fut l'un des laboratoires de la purification ethnique* ». Au bas de la première page de ce texte, il y a une carte de la B-H et de ses deux entités et, en note de bas de page, on cite le nom du principal protagoniste de la purification ethnique à Prijedor.

Selon une vision malheureusement toujours prédominante en Republika Srpska, ce texte aurait sûrement été qualifié d'antiserbe.

Libération a aussi accordé une assez grande publicité à la réunion au sommet de l'été dernier, sous le titre : « À Sarajevo, le sommet des ennemis d'hier. » On dit tout d'abord que l'indispensable premier pas en avant sur la voie de la réconciliation a enfin été fait par ces trois États du centre de l'ex-Yougoslavie, tout en soulignant le caractère symbolique de la tenue de ce sommet sur les hauteurs de Sarajevo, lieu des souffrances et épreuves subies pendant la guerre. Les leaders ont signé une déclaration sur les « rapports de bon voisinage dans tous les domaines de la vie ». Le reportage explique qu'il s'agit en fait d'une déclaration de bonnes intentions : étroite coopération avec le Tribunal de La Haye, soutien inconditionnel et énergique aux représentants internationaux en Bosnie – sous l'égide du Britannique Paddy Ashdown – dans leurs efforts pour faire de la Bosnie-Herzégovine un État normal.

Le reportage évoque également la question des excuses, mais à la différence du *Figaro*, qui avait rappelé à ses lecteurs que le président Stjepan Mesic avait déjà présenté les excuses du peuple croate aux Bosniaques pour les crimes perpétrés à l'occasion d'une visite à Sarajevo en 2000, on écrit dans *Libération* que ni Mesic ni Kostunica ne sont prêts à faire ce geste.

Dans le contexte de ce Sommet, l'auteur souligne que le retour des réfugiés et personnes déplacées constitue toujours une priorité. Tout en présentant certains chiffres, qui paraissent plutôt encourageants.

La façon dont est présenté ce reportage laisse penser que ce journal suit assez attentivement les événements dans cette région de l'ex-Yougoslavie et donc que ses lecteurs doivent connaître un peu la région, son histoire et les principaux événements qui s'y déroulent actuellement. On a pourtant joint à cet article une carte géo-politique des États issus de l'ex-Yougoslavie, tout en rappelant quelques dates importantes : 1991 et 1995. *Libération* a aussi parfois recours aux notes de bas de page lorsqu'il s'agit de présenter à ses lecteurs certains événements ou personnalités, ce qui n'est pas une pratique courante pour les quotidiens, mais plutôt pour les revues professionnelles et scientifiques.

Il y a eu aussi une série de reportages sur les musulmans dans le monde – en six épisodes, dont deux étaient consacrés à la Bosnie. L'auteur, Jean Rolin, écrivain et publiciste, se consacre tout spécialement au problème des musulmans dans le monde. Le premier épisode se situe à Sarajevo et Tuzla. Après avoir donné un aperçu de la genèse de l'apparition de l'islam en Bosnie, l'auteur critique l'importation de pratiques islamistes tout à fait contraires à la tradition musulmane locale.

C'est dans ce contexte qu'il fait la description de la mosquée du roi Fahd, construite en 2000 à Sarajevo et « conçue dans un style qui doit plus à Disneyland qu'à la tradition ottomane ». Le deuxième épisode est consacré à Zenica et a pour titre : « *Zenica, du Jihad à l'oubli* », ceci étant suivi d'un sous-titre censé faire passer un message : « *Les moujaheddines ont abandonné la ville. Dans les villages musulmans environnants, la vie se déroule presque comme avant la guerre.* »

Le titre de l'article publié au lendemain des élections du mois d'octobre 2002 s'efforce de décrire le climat politique et social dans le pays : « *La Bosnie : sept ans de paix, toujours les mêmes clivages.* » Une photo montre les partisans du SDP (Parti social-démocrate) brandissant la bannière de leur parti. Sous la photo, le SDP est représenté comme « *l'une des rares formations multiethniques* ».

Dans un numéro paru au mois de novembre, un reportage cette fois-ci sur les personnes disparues, s'intitule : « *Bosnie, pays des fantômes* ». Le sous-titre précise que dix ans après les massacres, les familles sont toujours à la recherche des corps ou des restes de leurs proches. On souligne dans un entrefilet que la guerre a fait 27 000 disparus. On cite une certaine Munira, qui est à la recherche de 21 personnes, tous des proches parents, dont elle dit qu'elle espère encore les retrouver vivants, qu'elle l'espérera tant qu'elle n'aura pas retrouvé leurs corps.

La Serbie et le Monténégro ont été cités à peu près dans la même mesure que la Bosnie, mais il y a eu moins d'articles thématiques et analytiques. Les articles portaient surtout sur les élections présidentielles, la criminalité et la corruption. Citons l'un des titres, par exemple : « *Surcin, la Palerme de Serbie.* » Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas eu beaucoup de reportages sur le procès de Milosevic à La Haye et une seule et unique contribution sur le Monténégro, évoquant ses efforts pour réaffirmer sa position d'indépendance face à la future communauté étatique.

Le Nouvel Observateur n'a publié que deux textes sur ces régions. L'un hors de notre temps et hors contexte, rappelant l'histoire du franciscain Krunoslav Draganovic, proche collaborateur d'Ante Pavelic, lequel se voit qualifier en sous-titre de « *Führer de Zagreb* », publié l'été dernier. Le second, paru l'automne dernier, évoquait le problème des filières des trafiquants de cigarettes en Europe et l'on y mentionne, de manière plutôt négative, l'ancien président du Monténégro, Milo Djukanovic, dont on publie la photo.

Conclusion

Toute tentative pour émettre certains jugements, conclusions, synthèses, etc., dans le domaine social, politique, culturel, médiatique ou autre entraîne de nombreux risques, celui surtout de généraliser ou parfois de confondre les thèmes. Dans ce cas concret, c'est-à-dire l'analyse des articles parus dans quelques-uns des journaux français les plus influents au cours d'une période spécifique – six mois – nous avons évoqué uniquement les articles liés aux événements se déroulant actuellement dans cette région du sud-est de l'Europe.

Nous en avons souligné dès l'abord la structure complexe et hétérogène. Il est normal que dans des pays ayant une longue tradition démocratique comme la France, la presse ne soit pas homogène, encore moins identique. Naturellement au cours des décennies et en fonction de leur orientation politique et éditoriale, les journaux se sont vus affubler de diverses étiquettes – de droite, de gauche, libéral – mais cela n'a jamais représenté une valeur constante, sauf en cas de jugements superficiels, stéréotypés, ou autres.

Caractéristique à cet égard est la récente déclaration d'un des copropriétaires du *Figaro*, Serge Dassault du groupe Socpress, déjà mentionné dans ce texte, qui reprochait à la rédaction d'avoir un peu négligé les thèmes économiques lesquels, précisément, avaient fait sa réputation ; ceci à la différence du *Monde* qui a toujours accordé la priorité aux thèmes politiques. *Le Figaro* a en effet la réputation d'être le journal de l'élite économique française et *Le Monde* celui de l'élite politique et des philosophes.

Il est évident que *Le Figaro* d'aujourd'hui n'est pas *Le Figaro* d'il y a quelques années seulement, lorsque les socialistes étaient majoritairement au pouvoir. Et inversement, *Le Monde* d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a quelques années. Ces deux quotidiens influents s'efforcent de préserver un minimum d'équilibre, et même plus, afin de bien mettre en évidence leur position d'indépendance. À titre d'illustration, c'est maintenant une équipe politique proche du *Figaro* qui est au pouvoir, mais l'on trouve encore dans ce journal des observations intéressantes et extrêmement critiques sur la politique française actuelle et, d'une manière générale, sur la politique occidentale.

Bien que ceci, officiellement parlant, se situe en-dehors de la période de notre observation, notons que *Le Monde*, dans son numéro du premier janvier, a publié un article intéressant présentant sous un nouvel angle des positions autrefois sans appel. Le texte a pour titre : « *Pour les intellectuels français partisans d'une intervention armée dans les Balkans, l'Irak*

n'est pas le Kosovo. » La rédaction dit avoir posé à certains de ces intellectuels une question toute simple : peut-on remplacer le Kosovo par l'Irak, Milosevic par Saddam Hussein et donc recourir à la force ?

Le philosophe Bernard-Henri Lévy, l'un des plus farouches partisans d'une intervention armée en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan, a déclaré textuellement au sujet de l'Irak : « *Tout d'un coup, je ne sais plus !* » Un autre philosophe français bien connu, Alain Finkielkraut, a répondu de manière évasive, évoquant une situation régionale beaucoup plus complexe qu'elle ne l'était dans le cas du Kosovo. Pierre Hassner, politologue, l'un des fondateurs du Comité Kosovo, estime que la lutte pour les droits de l'homme entraîne certaines conséquences géopolitiques, d'où la différence entre la Yougoslavie et l'Irak. Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit* qui a joué un important rôle de mobilisateur et plaidé en faveur de la Bosnie et du Kosovo, affirme pour sa part qu'il existait des preuves flagrantes, bien avant le 11 septembre, sur le fait que Washington et Paris avaient contribué à armer Saddam lorsqu'il faisait la guerre à l'Iran : « *Ni Washington ni Paris ne semblent s'être trop émus lorsque les forces de Saddam ont utilisé des armes chimiques contre les soldats iraniens* », déclare O. Mongin. Daniel Cohn-Bendit s'élève contre le facteur géographique, ajoutant avec beaucoup d'à propos : « *On ne peut pas prétendre que l'Irak est éloigné alors que l'on évoque l'admission de la Turquie à l'UE, laquelle partage certaines de ses frontières avec ce même Irak.* » Donc l'argument de la proximité (« *cela se passe dans notre propre cour* »), censé justifier l'intervention armée au Kosovo, ne saurait être exclu dans le cas de l'Irak, situé dans une région dont la stabilité est d'une importance vitale pour l'Europe.

On présente ensuite dans cet article, objet de diverses polémiques, certains autres arguments, tel celui d'Olivier Mongin sur le principe d'une « guerre juste », qui sous-entend que l'intervention doit permettre d'améliorer la situation après la guerre. On pense ici à l'après-Saddam. Néanmoins, les auteurs de cet article, Alain Frachon et Daniel Vernet, déclarent à un moment donné, de façon péremptoire : « *Dans ce cas précis, on peut avoir des doutes* », réitérant l'argument avancé par Bernard-Henri Lévy : « *La Bosnie-Herzégovine de l'après-Tito s'était engagée dans la voie de la démocratisation. Rien de tel en Irak. Aucune révolution démocratique n'est en marche. Va-t-on improviser la démocratie ?* »

Le but fondamental de cet article aura donc été de se rendre compte, dans une certaine période de temps, la façon dont les principaux journaux français ont couvert les événements dans les trois États centraux de l'ex-Yougoslavie. On peut tout d'abord se demander jusqu'à quel point ils ont pris en considération, dans leur argumentation, le fait que ces trois

pays ont fait partie d'un même État et quelles en ont été les répercussions, positives ou négatives, sur la situation actuelle dans ces pays. Il semble évident que l'on n'en a pas tenu suffisamment compte (ou que l'on estimait le public mieux informé), ou alors que l'on a simplifié les choses, et ce non seulement dans les journaux ayant fait l'objet de notre enquête, mais aussi dans l'ensemble des médias occidentaux. Ils ont fait preuve d'une parfaite indifférence jusqu'au moment où la situation dans ces pays est devenue dramatique. Mais à l'heure actuelle également, alors que la situation s'est stabilisée dans tous les États issus de l'ex-Yougoslavie, on ne tient toujours pas suffisamment compte du *background* historique et de ses actuelles incidences, ce qui nécessiterait une approche exempte des schématisations et stéréotypes imposés par la guerre.

Il est intéressant de noter qu'entre 1988 et 1991, les médias français faisaient preuve d'une certaine bienveillance pour Milosevic. Certains voyaient en lui une sorte de Gorbatchev yougoslave. Néanmoins la ligne de tir a vite été rectifiée, trouvant sa sublimation dans le livre de Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, dont le principal message aurait pu être, librement interprété : la Yougoslavie a été rejetée en tant que concept et que réalité parce qu'elle n'offrait aucune perspective d'avenir, alors que les nouveaux États garantissent un avenir dans la nouvelle Europe. L'auteur affirme même que la Slovénie, qui s'est séparée relativement facilement de la Yougoslavie, aurait pu servir d'exemple à la B-H, à la Macédoine, et plus tard, au Kosovo !

Au cours des reportages sur les guerres dans les contrées de l'ex-Yougoslavie – entre 1991 et 1995 – les journalistes se sont dans l'ensemble inspirés du schéma agresseur/criminel - victime. Au cours de la période de l'après-Dayton dans ces trois journaux, les reportages et commentaires s'appuyaient sur certaines informations exclusives, sans que l'on aille suffisamment en profondeur. Nous ne pouvons pas ne pas avoir l'impression qu'ils ont eu une vision très vague et imprécise de la mise en œuvre des Accords de Dayton et de toutes les controverses qu'ils ont créées et suscitées dans la pratique. Il est difficile d'expliquer pourquoi la presse a adopté une telle approche. On pourrait dire, pour simplifier, que ce sont là des problèmes trop lointains et peu attrayants pour l'opinion publique locale. Nous avons déjà fait remarquer que les thèmes nationaux l'emportaient plus ou moins sur les thèmes étrangers. Nous n'avons pas de données précises nous permettant de déduire si cela est là une caractéristique de la presse française ou le résultat de tout ce qui se passait alors sur la scène politique nationale.

De toute façon, compte tenu des événements dramatiques sur la scène politique mondiale – le 11 septembre et ses répercussions,

l'Afghanistan, la question de la guerre contre l'Irak, les conflits au Moyen-orient, la globalisation, etc. – nous doutons que d'autres sujets auraient pu pousser les reporters et commentateurs, et surtout l'ensemble des rédacteurs et rédactions, à accorder plus de place à la politique étrangère qu'ils ne le font aujourd'hui. D'où la conclusion que, dans la presse française, les nouvelles nationales l'emportent traditionnellement sur les informations en provenance de l'étranger.

Il est frappant de voir à quel point il a peu été question de la Croatie, si l'on fait exception des textes qui se rapportaient aux trois pays à la fois, ou qui effleuraient des thèmes communs. Ce n'est pas là une prise de position éditoriale mais une simple conséquence ou expression de la situation politique, sociale, culturelle et autre dans ces espaces.

En ce qui concerne la Bosnie, elle a été assez bien représentée, quoique, comme nous l'avons déjà souligné, d'une manière un peu superficielle, surtout par rapport aux Accords de Dayton et leurs répercussions dramatiques sur le présent et, surtout, sur l'avenir de ce pays.

Le rôle des organisations internationales en Bosnie, avant tout du Bureau du Haut représentant, lequel impose ses lois au pays, a également été passablement négligé au cours de la période observée, ce qui est d'autant plus évident du fait que le nouveau Haut représentant, le Britannique Paddy Ashdown, a pris ses fonctions au mois de mai de l'année dernière.

La disparition de la Yougoslavie tronquée et la création du nouvel État de Serbie-Monténégro ont également été pratiquement ignorées, alors qu'il s'agit pourtant d'un processus politique complexe. Il y a d'ailleurs eu très peu d'articles sur le Monténégro.

Il semble évident que l'opinion publique française ignore pratiquement tout des origines, de la genèse et de l'histoire des relations et rapports entre la Serbie et le Monténégro. Au moment où nous terminions ce rapport, une nouvelle constitution et législation étaient finalement adoptées par l'Assemblée fédérale yougoslave, mettant officiellement et juridiquement fin à la dernière Yougoslavie. Rien n'a été écrit à ce sujet, ou très peu.

C'est dans la même indifférence qu'ont été accueillis les reportages en provenance du Kosovo et sur le Kosovo. Dans la Constitution du nouvel État, le Kosovo est considéré comme faisant partie de la Serbie, pourtant la réalité sur le terrain est tout autre. Les journalistes occidentaux devraient être davantage au courant des intentions de l'Occident au Kosovo et s'ils estiment qu'il n'existe aucune stratégie, ils devraient en informer directement leurs lecteurs.

Finalement, une impression personnelle, qui n'est pas vraiment hors contexte par rapport à la tâche que je nous nous sommes assignée, car ce n'est qu'une conséquence de ce qu'a (ou n'a pas) écrit la presse française. Nous sommes en effet parvenus à la conclusion, du moins en ce qui concerne la Bosnie, que les journaux nationaux, locaux, influencés par les excellents reportages publiés pendant la guerre, ont souvent tendance à exagérer l'importance et la portée de la couverture de la Bosnie par les médias étrangers. La Bosnie échappe-t-elle à la sphère d'intérêt du reste du monde ? Mais ce n'est déjà plus là une question d'ordre médiatique ■

Notes

1. Faik Dizdarevic, diplomate, homme politique et publiciste vit actuellement à Paris, où il dirige « l'Association Sarajevo ».
2. UCK : « Armée de libération du Kosovo »
3. Hasim Taci, autrefois à la tête de l'UCK, représente actuellement la ligne politique dure au Kosovo.
4. *Oslobodjenje* est le plus ancien quotidien de B-H (fondé en 1943) qui sort à Sarajevo et tire à environ 12 000 à 15 000 exemplaires ; *Dnevni Avaz* sort également à Sarajevo (fondé en 1995), c'est actuellement le journal de B-H ayant le plus grand tirage (35 000 - 40 000); *Nezavisne novine* sort à Banja Luka (fondé en 1998) ; on ne possède pas de données précises sur l'importance de son tirage, mais il est actuellement considéré comme le quotidien le plus objectif couvrant l'ensemble du territoire de l'État.